

TRADUCTION

F. 94 — 839

22 DECEMBRE 1993. — Arrêté du Gouvernement flamand portant des mesures d'exécution du projet « Accueil intégré d'enfants de nomades et de forains » dans l'enseignement fondamental

Le Gouvernement flamand,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 1^{er}, § 1^{er};

Vu le protocole du 9 décembre 1993 contenant les conclusions des négociations en réunion commune du Comité de secteur X et de la sous-section « Communauté flamande » de la section 2 du comité des services publics provinciaux et locaux;

Vu l'accord donné le 24 novembre 1993 par le Ministre flamand ayant le budget dans ses attributions;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant que les établissements d'enseignement concernés doivent être informés dans les plus brefs délais afin de réaliser le projet « Accueil d'enfants de nomades ou de forains » dans l'enseignement fondamental;

Sur la proposition du Ministre flamand de l'Enseignement et de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté est applicable aux écoles maternelles et primaires de l'enseignement ordinaire ou spécial, organisées ou subventionnées par la Communauté flamande.**Art. 2.** Afin de réaliser le projet « Accueil d'enfants de nomades et de forains » au cours des années scolaires 1993-1994 et 1994-1995, le Gouvernement flamand désigne les trois écoles suivantes :

- l'école fondamentale communale subventionnée, Osylei à 2640 Mortsel;
- l'école fondamentale libre subventionnée, Kléine Langveld 30 à 3220 Holsbeek;
- l'école fondamentale de l'enseignement communautaire, Kerkplein 3 à 3665 As.

Art. 3. La Communauté flamande peut attribuer des périodes supplémentaires à la demande du pouvoir organisateur des écoles mentionnées à l'article 2 du présent arrêté.**Art. 4.** Les écoles concernées ne peuvent prétendre aux avantages accordés aux termes des articles 5 et 7, que si la direction soumet annuellement son plan d'utilisation à l'approbation du Département de l'Enseignement.

Le plan d'utilisation sera évalué par le Ministre flamand ayant l'Enseignement dans ses attributions ou par son délégué. Le plan d'utilisation comporte l'engagement :

- d'organiser l'école de façon à permettre aux élèves concernés par le projet de s'intégrer progressivement dans la vie scolaire normale;
 - de baser les cours de néerlandais pour tous les élèves sur les principes de l'enseignement des aptitudes linguistiques;
 - d'appliquer systématiquement les principes de l'enseignement interculturel à tous les élèves;
 - d'accepter l'encadrement et l'évaluation organisés par le Ministre flamand ayant l'Enseignement dans ses attributions;
 - d'élaborer un accord de coopération avec la commune ou/et avec le C.P.A.S. et le « Vlaams Overleg Woonwagenbewoners » (Comité flamand de concertation avec les forains) et, le cas échéant, avec un organisme socio-culturel ou d'aide sociale, dont la conclusion fera l'objet d'une convention concrète;
 - d'indiquer dans le plan d'utilisation le nombre d'enfants de nomades et de forains qui suivent des cours.
- Si un de ces engagements fait défaut, les avantages mentionnés aux articles 5 et 7 ne sont pas accordés.

Art. 5. 48 périodes supplémentaires seront accordées par école, s'il est satisfait aux conditions prévues à l'article 4 du présent arrêté.**Art. 6.** Les périodes supplémentaires accordées conformément à l'article 5 du présent arrêté ne peuvent être utilisées que pour les activités éducatives et les actions ayant trait au projet.**Art. 7.** En vue de la réalisation du projet, il sera alloué une subvention de fonctionnement supplémentaire de 100 000 francs par an aux écoles mentionnées à l'article 2 du présent arrêté, aux conditions prévues à l'article 4.**Art. 8.** Le présent arrêté produit ses effets à partir du 1^{er} septembre 1993.**Art. 9.** Le Ministre flamand ayant l'Enseignement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 22 décembre 1993.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de l'Enseignement et de la Fonction publique,

L. VAN DEN BOSSCHE

N. 94 — 840

22 DECEMBER 1993. — Besluit van de Vlaamse regering betreffende de financiering van lexicografische vertaalvoorzieningen voor het Nederlands taalgebied

De Vlaamse regering,

Gelet op het decreet van 18 december 1992 houdende de algemene uitgavenbegroting van de Vlaamse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1993, inzonderheid op artikel 13;

Gelet op het decreet van 30 juni 1993 houdende aanpassing van de algemene uitgavenbegroting van de Vlaamse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1993;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 oktober 1961 tot regeling van de administratieve- en begrotingscontrole;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 5 van 18 april 1967 betreffende de controle op de toekenning en de aanwending van de toelagen;

Gelet op het akkoord van de Vlaamse minister bevoegd voor begroting, gegeven op 16 december 1993;

Op voorstel van de Vlaamse minister van Onderwijs en Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De commissie Lexicografische Vertaalvoorzieningen krijgt een subsidie van 8,75 miljoen frank. Deze subsidie dient voor het dekken van :

- de werkingskosten van de commissie, inclusief de salariskosten van de secretaris;
- de realisatiekosten van onderzoeksprojecten in verband met vertaalwoordenboeken.

Art. 2. De aanmaak van vertaalwoordenboeken dient mede bekostigd te worden door externe financiering.

Art. 3. De commissie stelt jaarlijks een verslag op omtrent haar werkzaamheden en de uitvoering van het werkplan. Het verslag omvat een financiële jaarrekening.

Art. 4. De subsidie wordt gestort op een rekening ten name van de commissie p/a Taalunie, Den Haag.

Art. 5. Indien uit de jaarrekening blijkt dat de subsidie geheel of gedeeltelijk besteed werd aan andere activiteiten dan die bedoeld in artikel 1 van dit besluit, wordt het overeenstemmende bedrag teruggevorderd, dan wel in mindering gebracht van latere subsidies.

Art. 6. Een subsidie van 1,25 miljoen frank wordt toegekend aan de Universiteit Gent, vakgroep Scandinavistiek voor de aanmaak van Nederlands-Zweedse vertaalwoordenboeken. De subsidie wordt gestort op de rekening van de genoemde vakgroep in twee schijven : een bedrag van 1,1 miljoen frank bij de inwerkingtreding van dit besluit, en een bedrag van BEF 150 000 na overlegging van de bewijsstukken.

Art. 7. De in artikelen 1 en 6 bedoelde subsidies worden aangerekend op basisallocatie 33,47, programma 33,2, universitair onderwijs, van de algemene uitgavenbegroting van de Vlaamse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1993.

Art. 8. De Vlaamse minister, bevoegd voor het onderwijs, is belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 22 december 1993.

De minister-president van de Vlaamse regering,

L. VAN DEN BRANDE

De Vlaamse minister van Onderwijs en Ambtenarenzaken,

L. VAN DEN BOSSCHE

TRADUCTION

F. 94 — 840

22 DECEMBRE 1993. — Arrêté du Gouvernement flamand relatif au financement de facilités lexicographiques pour promouvoir la traduction dans l'espace linguistique néerlandophone

Le Gouvernement flamand,

Vu le décret du 18 décembre 1992 contenant le budget général des dépenses de la Communauté flamande pour l'année budgétaire 1993, notamment l'article 13;

Vu le décret du 30 juin 1993 portant ajustement du budget général des dépenses de la Communauté flamande pour l'année budgétaire 1993;

Vu l'arrêté royal du 5 octobre 1961 organisant le contrôle administratif et budgétaire;

Vu l'arrêté royal n° 5 du 18 avril 1967 relatif au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions;

Vu l'accord du Ministre flamand ayant le budget dans ses attributions, donné le 16 décembre 1993;

Sur la proposition du Ministre flamand de l'Enseignement et de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. La commission chargée de promouvoir la traduction en prévoyant des facilités lexicographiques, reçoit une subvention de 8,75 millions de francs. Cette subvention sert à couvrir :

- les dépenses de fonctionnement de la commission, y compris la rémunération du secrétaire;
- les frais occasionnés par la réalisation des recherches en matière de dictionnaires de traduction.

Art. 2. Le financement externe doit contribuer à faire face aux frais occasionnés par la rédaction de dictionnaires de traduction.

Art. 3. Chaque année, la commission rédige un rapport sur ses activités et sur l'exécution du plan de travail. Ce rapport contient un compte financier annuel.

Art. 4. La subvention est versée à un compte au nom de la commission, c/o « Taalunie », La Haye.

Art. 5. S'il ressort du compte financier que la subvention a été dépensée, en tout ou en partie, pour financer des activités autres que celles visées à l'article 1^{er} du présent arrêté, le paiement d'un montant équivalent sera réclamé, ou porté en déduction de subventions ultérieures.

Art. 6. Une subvention de 1,25 million de francs est octroyée à l'Université de Gand, Unité d'études scandinaves, pour la rédaction de dictionnaires de traduction néerlandais-suédois. La subvention est versée en deux tranches au compte de l'unité précitée : un montant de 1,1 million de francs lors de l'entrée en vigueur du présent arrêté et un montant de BEF 150 000 sur présentation des pièces justificatives.

Art. 7. Les subventions visées aux articles 1^{er} et 6 sont imputées à l'allocation de base 33,47, programme 33,2, enseignement universitaire, du budget général des dépenses de la Communauté flamande pour l'année budgétaire 1993.

Art. 8. Le Ministre flamand ayant l'enseignement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 22 décembre 1993.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de l'Enseignement et de la Fonction publique,
L. VAN DEN BOSSCHE

N. 94 — 841

23 DECEMBER 1993. — Besluit van de Vlaamse regering betreffende de nieuwe programma's 1993 alsmede de verlenging in 1993 van de lopende programma's voor collectief fundamenteel onderzoek verricht op ministerieel initiatief

De Vlaamse regering,

Gelet op het decreet van 18 december 1992 houdende de algemene uitgavenbegroting van de Vlaamse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1993;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 oktober 1961 tot regeling van de administratieve en begrotingscontrole;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 januari 1965 betreffende de financiering van de programma's van collectief fundamenteel wetenschappelijk onderzoek;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 april 1965 tot regeling van de financiering van het collectief fundamenteel wetenschappelijk onderzoek op ministerieel initiatief;

Gelet op het ministerieel besluit van 20 april 1965, genomen ter uitvoering van het koninklijk besluit van 14 april 1965 tot regeling van de financiering van het collectief fundamenteel wetenschappelijk onderzoek dat verricht wordt op ministerieel initiatief, tot het bepalen van de procedure van de erkenning en de uitbetaling van de toelagen en tot het regelen van het toezicht op hun gebruik;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 1967 betreffende de controle op de toekenning en de aanwending van de toelagen;

Gelet op het besluit van de Vlaamse regering van 14 juli 1993 tot regeling van de vergoeding van de centrale beheerskosten en de algemene exploitatiekosten van de universiteiten, verbonden aan de uitvoering van wetenschappelijke activiteiten die door de Vlaamse Gemeenschap worden gefinancierd;

Gelet op het akkoord van de Vlaamse minister bevoegd voor begroting, gegeven op 7 december 1993;

Op voorstel van de Vlaamse minister van Onderwijs en Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In 1993 wordt het volgende programma voor collectief fundamenteel wetenschappelijk onderzoek, verricht op ministerieel initiatief, met één werkingsjaar verlengd :

Onderzoeksprogramma/promotor	Toelage
De studieloopbaan van Vlaamse jongeren. Het secundair onderwijsstelsel doorgelicht op basis van longitudinaal onderzoek Promotor J. Van Damme (KUL)	9 560 000

Art. 2. In 1993 starten de volgende nieuwe programma's voor collectief fundamenteel wetenschappelijk onderzoek, verricht op ministerieel initiatief :

Onderzoeksprogramma/promotoren	Toelage 1993-1994	Toelage 1995	Totaal
1. Het BO van het type 8. Een onderzoek naar de kwaliteit van het functioneren — interuniversitair Promotoren F. De Fever (VUB), W. Hellinckx (KUL)	2 790 000	3 204 000	5 994 000
2. Ontwikkeling van geautomatiseerde leertoetsen voor leerlingen en leerkrachten uit het secundair onderwijs met betrekking tot de elementaire begrippen uit het publiek recht Promotor J. Vande Lanotte (UG)	940 000		940 000
3. Modulair onderwijs : een strategie voor volwassen cursisten. Vlaams deelonderzoek : modelconstructie en evaluatie van effecten van modularisering op het leerproces van volwassenen Promotor J. Lowyok (KUL)	836 000		836 000
4. Leerproblemen in het gewoon lager onderwijs. Onderkenning en opvang van leerlingen met hardnekkige leerproblemen binnen de eigen school Promotor W. Hellinckx (KUL)	4 536 500		4 536 500
5. Ontwikkeling van een toetsingsmethode voor de eindtermen Nederlands in het basisonderwijs — interuniversitair Promotoren P. De Boeck (KUL), F. Daems (UIA)	4 586 000	4 310 000	8 896 000